

INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES

Bulletin N° 25

DECEMBRE 1960

publié par le REGROUPEMENT INTER-ENTREPRISE

Grèves en BELGIQUE
Action pour l'ALGERIE
Une opinion sur l'ALGERIE
La lutte dans une entreprise

GRANDE-BRETAGNE:

- conférence des travailleurs de la base
- l'industrie automobile

Le contrôle des naissances

LIAISONS:

- la réunion du 9 DECEMBRE
- Bureaucratie et classes moyennes
- Correspondances
- Critiques de livres

LES GREVES EN BELGIQUE

Au moment où nous écrivons ces lignes, tous les travailleurs belges sont engagés dans une bataille dont il est difficile de prévoir les développements.

Une chose apparaît certains: ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont contraint la centrale syndicale social-démocrate FGFB à déclencher la grève générale. Ce sont encore les travailleurs qui réclament la marche sur Bruxelles alors que les dirigeants prêchent le calme.

Nous consacrerons à cette lutte et à ses développements un texte reprenant toutes les informations que nous aurons pu recueillir et essayant d'en tirer les conclusions pour nos propres luttes.

ACTION CONTRE LA GUERRE d'ALGERIE

Des étudiants de Paris ont constitué des "Groupes d'Union contre la guerre d'ALGERIE". Trois de ces groupes existaient déjà qui par des tracts essaient d'appeler à préparer des manifestations de masse et des grèves.

D'autres militants de groupes d'avant-garde essaient de créer en partant de cet exemple des "groupes d'action" pour propager les mots d'ordre "solidarité avec la révolution algérienne" "indépendance inconditionnelle" avec le même objectif : préparer la grève contre la guerre.

On comprend la révolte des étudiants, des camarades que six années de guerre coloniale, d'une guerre qui se poursuit, amènent à penser : qu'avons nous fait, que pouvons nous faire pour la faire cesser? D'où l'idée d'agir pour entraîner les travailleurs à "faire quelque chose".

Les travailleurs évidemment "ne font rien", mais ils en ont aussi assez de cette guerre. Lorsque l'on parle de l'Algérie, à l'occasion du référendum, la position la plus courante est une position de "bon sens" : "De Gaulle, ça vaut quand même mieux que les personnages qui s'agitent à ALGER" "Ce ne sont tout de même pas les communistes qui pourraient faire quelque chose". La plupart paraissent même persuadés qu'une intervention directe de leur part, dans la situation présente, ne ferait qu'accroître la confusion et ne faciliterait nullement la paix en Algérie.

Dans ces conditions, "agir contre la guerre", "préparer la grève" sont des mots d'ordre qui, dans les entreprises, risquent de manquer totalement de réalisme. Ce qui ne veut nullement dire que si les événements se modifiaient, les travailleurs ne soient pas amenés rapidement à intervenir.

Tous nous pensons qu'il est nécessaire de faire quelque chose sur la guerre d'ALGERIE, mais comme nous l'écrit un camarade : "cela est très difficile". Tout le travail d'explications, d'informations qu'il aurait fallu faire depuis six ans, ou il n'a pas été fait, ou il a été fait par d'autres. Tous les tracts enflammés appelant à telle ou telle action que nous pourrions diffuser aujourd'hui, ne changeraient rien à la conscience que les travailleurs peuvent avoir du rôle qu'ils peuvent jouer dans les événements.

Ce n'est pas l'adhésion à des mots d'ordre ou des "groupes d'action" qui doivent déterminer cette action. Au contraire ce sont les initiatives des travailleurs dans les entreprises, leur participation active à des mouvements comme celui du 27 Octobre, maintenant ou plus tard, qui permettront d'établir le sens de cette lutte, de la coordonner et d'agir réellement comme le veulent les travailleurs.

Algérie: Le texte qui suit exprime la position d'un camarade. Volontairement il a été écrit en fonction de la situation en France, et a négligé beaucoup d'aspects du problème algérien. Il est destiné à ouvrir une discussion sur l'ALGERIE et nous demandons aux camarades de dire ce qu'ils en pensent.

Pour beaucoup d'entre nous, l'ALGERIE, c'est la confusion. Objectivement le voyage de DE GAULLE a eu le mérite, en déclenchant la révolte des Algériens des villes de faire tomber le mythe des Algériens favorables à la France, à l'Algérie Algérienne, à de GAULLE, etc...: il est évident maintenant pour tous que la seule voie possible à la fin de la guerre d'ALGERIE c'est la négociation avec le F.L.N.

Mais constater cela ne résoud pas pour autant le problème, ne clarifie pas pour autant les situations. Se laissant porter par des réflexes sentimentaux, ou par un activisme élémentaire, beaucoup de camarades glorifient "l'insurrection algérienne" la "descente dans la rue": ils y voient un modèle de lutte d'autant plus qu'ils proclament l'identité de lutte des masses algériennes avec celles des travailleurs français.

Cette attitude ne nous fait pas voir plus clair: d'un côté les partis traditionnels, mélangeant les oui et les non, contradictoires, acceptent l'ambiguïté du référendum et apportent ainsi une caution démocratique à De GAULLE; de l'autre côté les "révolutionnaires" clament sur l'air des lampions "indépendance de l'ALGERIE" et "agissons pour l'indépendance", mots d'ordre en apparence clairs, mais en réalité tout aussi ambigus et peu réalistes pour un travailleur français que ce que leur proposent les autres organisations.

Le problème propre à l'ALGERIE, c'est celui de la transformation d'un état de type agricole en un état industriel. Cette industrialisation nécessitée notamment par la poussée démographique et la destruction des structures anciennes n'a pu être faite par le capitalisme français: sa propre structure interne rendait impossible des investissements massifs en ALGERIE; encore aujourd'hui ces investissements sont plus nécessaires en France que jamais. Les colons se trouvaient donc condamnés à rester une bourgeoisie agricole en concurrence avec l'agriculture française et mondiale par la nature de ses produits, et dans l'obligation d'investir une partie des profits dans leur exploitation agricole. Une très petite partie du revenu algérien revenait à la population algérienne; le maintien des colons comme bourgeoisie agricole signifiait donc pour les algériens la stagnation et la persistance de leur état d'arriération économique.

La domination économique des colons se traduisait par une domination politique totale et une opposition irréductible à toute réforme de structure. Toutes les tentatives pour amorcer l'évolution politique et économique nécessaire se heurtaient à l'obstruction des colons, soit par les voies légales, soit par la force comme en 1945, soit par le truquage organisé (par exemple les élections): il y avait, il y a dans la lutte des colons le "jusqu'aboutisme" d'une classe dominante qui se sait condamnée par une évolution inéluctable et qui essaie de s'accrocher à des structures qui lui assurent provisoirement le pouvoir politique, alors que son pouvoir économique réel diminue.

Mais la réussite des colons dans leur obstruction venait essentiellement de la faiblesse des gouvernements français; une ALGERIE ouverte à l'industrialisation avec un gouvernement autonome pouvait avoir l'accord des couches avancées du capitalisme en France. Mais ces couches n'étaient pas dominantes dans la Métropole et l'immobilisme en Algérie, comme en France, résultait de la conjonction d'intérêts sur le plan politique entre toutes ces couches arriérées.

Pour l'Algérie, les possibilités de "collaboration" de tous les partis algériens en vue d'une évolution dans la légalité, ayant été épuisées, la seule porte ouverte pour réaliser cette révolution économique, religieuse et sociale, était celle d'une insurrection nationale, au cours de laquelle se dégageraient les cadres de l'Etat futur, destiné à assumer cette révolution industrielle (révolution bourgeoise si l'on reprend la terminologie habituelle). L'ampleur et le caractère des tâches dans les conditions présentes de l'Algérie imposent à la société algérienne de demain des structures et caractéristiques précises: un état fort, nécessaire pour dominer les antagonismes et briser les structures arriérées, un apport de capitaux étrangers, l'utilisation des "investissements humains" pour faire l'industrialisation.

Pour la France la guerre d'Algérie a précipité le conflit latent depuis des années entre les couches avancées et arriérées du capitalisme. Depuis la guerre le capitalisme s'est modernisé; cette modernisation s'est accélérée par la mise en vigueur du Marché Commun: le grand capital devient prépondérant en France.

La guerre d'Algérie a polarisé ce conflit et a fourni aux couches avancées l'occasion de la réforme nécessaire de l'Etat. Le 13 MAI illustre bien cette relève directe du parlementarisme par le grand capital en profitant habilement d'une conjoncture dont la logique paraissait amener au contraire les couches arriérées au pouvoir. Sur le plan politique, l'équilibre est rompu; la venue de DE GAULLE tend à accomplir en France les réformes de structure nécessitées par le développement économique en Algérie à réaliser l'industrialisation soit directement (plan de Constantine) soit avec les futurs cadres de la société Algérienne, en négociant avec le F.L.N.

Il est certain que cet exposé sommaire ne peut prétendre exprimer toute la réalité du conflit algérien. Les conflits économiques apparaissent sous forme de conflits politiques: des idéologies viennent traduire les aspirations de telle ou telle couche sociale, la lutte commune recouvre selon les catégories sociales des réalités et des buts très différents.

L'évolution des situations n'est nullement tranchée, telle ou telle intervention, tel évènement peut la précipiter ou au contraire la ralentir.

Il est bien évident que la guerre d'Algérie s'exprime dans un contexte politique: la tâche politique essentielle de DE GAULLE, faire de l'armée un instrument docile du pouvoir, ôter en même temps toute force réelle aux colons et à toute une fraction potentielle de la droite. Grâce à son pouvoir fort, appuyé sur la couche capitaliste dominante, DE GAULLE a pu faire ce qu'aucun gouvernement bourgeois n'avait pu réaliser: dissocier l'armée des colons, réduire les oppositions des couches arriérées en France s'exprimant à travers tous les partis à une simple opposition politique. Appuyé sur ces mêmes couches, de GAULLE peut fort bien maintenant faire la paix en Algérie à moins qu'une conjonction d'oppositions politiques ne le force à passer la main au profit d'un autre représentant du capital, PINAY ou MOLLET, qui finirait le travail, maintenant l'essentiel est fait.

De plus, il est bien évident aussi que la guerre d'ALGERIE se situe dans un contexte international; dans la co-existence des deux blocs d'abord: chasse gardée de l'occident, ce qui exclut une intervention réelle du bloc oriental (voir par exemple le CONGO) ce qui conditionne la future structure de l'Etat algérien: à la Bourguiba plutôt qu'à la chinoise (même si certains rapprochements humains se font jour)

Une solution "démocratie populaire" ou "indépendance totale" en Algérie sont impensables, à la fois de par les tâches à réaliser que par le contexte international.

Il ne faut pas se voiler la face devant les réalités : la paix en Algérie sera l'oeuvre d'un gouvernement français bourgeois, la négociation signifiera le marchandage des capitaux, des exportations et des importations, de la "protection" des biens français, de l'écoulement du pétrole, du maintien de certaines positions stratégiques françaises ou américaines. Le reste sera quand même secondaire, si aigus que soient les conflits humains: ils se résoudront avec le temps, et avec beaucoup de souffrances et de déchirements, comme tout ce qui se passe dans la société capitaliste. Le seul souci de chaque côté sera de ne pas perdre la face devant sa propre opinion publique et de maintenir la confusion des idéologies pour dissimuler les réalités économiques.

Et les travailleurs en France ?

Si l'on se réfère aux événements depuis six mois, on est bien forcé de constater :

- qu'il n'y a pas eu de mouvement ouvert de lutte contre la guerre d'Algérie pendant ces six années. On peut incriminer les partis, les organisations, mais un fait reste, c'est que ceux-ci aussi bien en 56, qu'en 58, qu'en Janvier, Juillet et Octobre 60, ont pu manoeuvrer et faire de telle sorte que ces mouvements soient sporadiques et ne mettent pas en balance le pouvoir. C'est qu'en fin de compte les travailleurs ne contestaient pas ce pouvoir sinon les manoeuvres des partis n'auraient pas pesé lourd.
- que les seuls mouvements ou tentatives sont partis de couches directement visées ou intéressées par des mesures temporaires, ou permanentes, touchant la conduite de la guerre, et non la guerre elle-même (rappel, avancement de l'âge des départs, sursis, censure, répression policière, torture, etc..) Il n'y a jamais eu de lame de fond contre la guerre, seulement des mouvements parcellaires, divisés, se référant plus à des attitudes individuelles (désertions, signatures, appels, manifestes) plus à des catégories particulières (étudiants, jeunes, chrétiens, intellectuels) qu'à une couche sociale comme la classe ouvrière.
- qu'il y a eu soutien effectif d'une partie de la classe ouvrière à DE GAULLE par une participation positive aux scrutins de 1958 et par la grève équivoque du 1^{er} Février; que cette popularité paraît fondée sur le sentiment que DE GAULLE peut mettre fin à la guerre, éviter une "aventure" où il rompt avec un immobilisme dans tous les domaines, celui de l'Algérie d'abord.

Ce qui est clair c'est que l'opposition réelle à De Gaulle n'est pas venue des travailleurs, mais de l'armée, des colons, des couches arriérées en France dites "de droite". Mais il serait aussi absurde d'en tirer la conclusion d'une adhésion des travailleurs au régime: leurs problèmes propres de travailleurs restent identiques; l'évolution économique malgré quelques vicissitudes n'a nullement amené jusqu'à maintenant une situation telle qu'elle conduise les travailleurs à un grand mouvement de lutte: les salaires n'ont pas trop diminué, il n'y a pas trop de chômage, la guerre d'Algérie n'a pas conduit le capitalisme à accroître sensiblement sa pression sur les

conditions de vies des travailleurs; les transformations, les mutations, la guerre elle-même ont permis au gouvernement de trouver dans la situation économique globale les moyens propres à dominer la "crise algérienne" dans ses répercussions en France.

Ces constatations ne permettent nullement de dire ce que peut-être un lendemain proche: le jeu des partis politiques à l'occasion du référendum montre qu'ils se posent déjà en successeurs éventuels non du régime, mais du gouvernement. Toute l'habileté du P.C. et de la C.G.T. au cours du "règne" de De Gaulle a été d'éviter une crise du pouvoir et de canaliser les oppositions diverses (paysans, commerçants travailleurs) sur une opposition politique commune: le non au référendum est un exemple (il est frappant de remarquer le vide du contenu des déclarations politiques à l'occasion du référendum).

Ce que les travailleurs peuvent faire, ce n'est pas trouver une solution à la guerre d'Algérie, mais intervenir pour hâter la paix. Il est possible que, si la solution qui maintenant est proche tardait un peu, les mêmes organisations essaient de "mettre les masses en mouvements" pour en recueillir les fruits politiques. Il est possible aussi que des sursauts des colons ou de l'armée, ou bien les atermoiements du gouvernement amènent une réaction des travailleurs. Il est possible qu'indépendamment de la guerre elle-même les contradictions accumulées par la guerre en France même créent pour les travailleurs cette situation globale qui les amène à intervenir directement comme cela se passe aujourd'hui en Belgique. Mais ce n'est pas une action des organisations encore moins de l'avant-garde ou de groupes d'actions dispersés et scabellétiques qui amènera une telle réaction.

Le grand capital sorti vainqueur de l'épreuve algérienne parce qu'il aura triomphé de certaines de ses contradictions, voudra accomplir à l'échelle de la France la tâche à peine ébauchée et pour laquelle il se jugera les mains libres: ce sont les travailleurs qui supportent déjà les conséquences de cette modernisation, qui devront encore plus affronter une situation nouvelle. Les luttes que la guerre d'Algérie elle-même n'aurait pas déclenchées pourraient alors surgir de la résistance des travailleurs aux bouleversements de leurs conditions que contiennent inéluctablement l'évolution des techniques de production et les "mesures" du capitalisme pour y faire face.

ON RATIONALISE A LA REGIE

.. "C'est la nécessité de l'usine qui fait loi, un point c'est tout. Aux forges on redescend des P.3 à P.1, des P.2. à O.S. ce qui signifie que l'on va diminuer le salaire de ces ouvriers. Au 55, on remet des régleurs aux manivelles avec des salaires correspondants bien entendu. Pendant des années la direction divisait les travailleurs en promettant des postes à certains et en accentuant la division entre les catégories et les salaires. Aujourd'hui beaucoup d'illusions tombent; tous ceux qui avaient réussi à glaner des galons ne se sentent plus en sécurité; la rationalisation de l'usine frappe aussi les lèche-bottes. Mais il y a la loi sur les salaires, et là ni les patrons ni la Régie ne peuvent y toucher? Erreur. Quand une usine rationalise, elle peut toucher aux salaires, c.à.d. les diminuer. On a innové un système, celui des études de poste: les ouvriers sont payés suivant la machine ou le poste qu'ils occupent. Un contre-maître veut-il handicaper un travailleur? Il le place à un mauvais poste. Il peut par contre récompenser un autre gars en l'envoyant sur une machine où le travail est mieux payé. Un agent de maîtrise peut ainsi réduire s'il le veut une paye d'ouvrier de 30f de l'heure (6000 f par mois environ). Ce n'est pas seulement dans les possibilités, cela se passe réellement au département I4" (extraits de T.O. de Décembre 1960)

LA LUTTE DANS UNE ENTREPRISE

(C.O.M.S.I.P. Automation)

Activité de l'entreprise: Etude, équipement, et installations de salles de contrôle automatiques.

Clients: toutes industries productrices d'énergie (pétrole, pile de Marcule, gaz de Laco, E.D.F. etc...) de produits chimiques (pétrochimie) en France et à l'étranger (y compris pays "socialistes")

Effectifs: 7 à 800 ouvriers - 200 employés (techniciens, bureau d'études)

Organisation: une installation centrale fixe

à Montesson (S. & .O.): Direction, administration, bureau d'études et un atelier permanent, alimentant les chantiers (ces ouvriers sont considérés comme métallos) horaire moyen: 53 heures.

des chantiers dont les ouvriers dépendent du bâtiment, liés par contrat pour un seul chantier, contrat renouvelable en fin de chantier. Horaires variables selon les besoins, minimum de 60 heures, maximum illimité (nuits, dimanches, etc..)

Salaires: sur les chantiers : paye moyenne: 1.650 Frs par jour de calendrier (prime de déplacement) plus salaire horaire professionnel (exemple O & I (équivalent de P.I) environ 240 Frs.

Situation syndicale: jusqu'en 1959 pas d'organisation syndicale; des grèves de chantiers ou d'atelier eurent lieu cependant avant 1959, mais isolément par chantier (aucune liaison ouvrière entre les chantiers).

Elections en 1959 de délégués du personnel (FO et CGT) Nombre de syndiqués variable ne dépassant pas 10% de l'effectif. Pas de comité d'Entreprise.

Les revendications et les luttes:

Après les premières élections, des revendications globales ont été posées (50 Frs de l'heure pour tous ateliers et chantiers- prime de déplacement augmentée de 350 Frs par jour -13 à mois, prime de vacances, etc...) Ces revendications n'ont jamais été satisfaites. Seuls les gars des chantiers originaires de province et momentanément employés à l'atelier de Montesson avaient obtenu 1.800 Frs de prime de déplacement après une heure de grève.

Chaque fois que des revendications furent refusées par la Direction, certains chantiers réagirent spontanément en voulant se mettre en grève. Les syndicats freinèrent ces luttes sous prétexte que le manque de liaisons inter-chantiers ne permettait pas la généralisation de la lutte à tous les chantiers.

Le 2 NOVEMBRE l'atelier central débraie deux heures; le délégué CGT et le délégué CFTC, employés, présentent une nouvelle fois les revendications. Rejet. Seule est lâchée une majoration de 25 Frs de la prime journalière de repas, mais aux seuls ouvriers et employés sédentaires (métaux). Au retour des délégués, les ouvriers de l'atelier se consultent en vue d'un débrayage. 1/2 heure de grève dans l'après-midi.

Le 3 NOVEMBRE: Les délégués acceptent un débrayage de 10 à 11 heures pendant lequel ils font un compte rendu de délégation: 100% des ouvriers et 3 employés débraient (3 anciens délégués ne font pas grève).

Les délégués proposent alors comme méthode de lutte de refuser de faire des heures supplémentaires. Accord unanime. Mais les ouvriers demandent qu'il soit déclenché des débrayages surprises dans la journée. Les délégués acceptent. Ils écrivent à une quinzaine de chantiers pour leur demander de se joindre à la lutte de l'atelier sédentaire. La direction informe alors les délégués qu'elle "va procéder à un nouvel examen des revendications" et qu'elle donnera sa réponse à 16 heures.

La direction menaçant de faire fermer les portes en cas de débrayage, les délégués demandent, aux ouvriers de ne pas débrayer pendant qu'ils seront reçus. Les ouvriers passent outre et débrayent de 16 à 17 h.

Retour des délégués: la direction exige des notes d'hôtel faisant la preuve d'une augmentation des frais de déplacement avant de reconsidérer la prime de déplacement des gars des chantiers.

Le 8 NOVEMBRE: les délégués décident sans consulter les ouvriers d'abandonner la prime de 50 Frs de l'heure pour les transformer en 250 Frs par jour de prime de vie chère. Ils annoncent qu'ils ont décidé - toujours sans consulter les ouvriers - d'arrêter les débrayages en attendant les réponses des chantiers.

Ultérieurement, un nouvel entretien a lieu avec la direction. Les délégués sans attendre les réponses des chantiers, laissent tomber les revendications des gars des chantiers, sous prétexte que c'est à chaque chantier de défendre ses revendications particulières. En conséquence, ils ne revendiquent plus que pour les quelques gars de chantier momentanément employés à l'atelier de Montesson et obtiennent pour eux que leur prime de déplacement soit portée de 1800 à 2000 frs par jour (celle des gars des chantiers extérieurs, la grosse majorité de l'effectif total, restant à 1650 Frs). Pour les sédentaires, la direction annonce qu'elle prendra une décision après avoir fait une enquête sur les salaires d'ouvriers d'entreprises similaires.

Les délégués ont accepté la position patronale: les ouvriers de l'atelier (qui n'ont rien obtenu) et les gars des chantiers en attente à l'atelier (qui ont obtenu 200 balles par jour sur leur prime de déplacement) restent solidaires et veulent continuer la lutte.

La direction, elle, suit ses propositions et en conclut que la moyenne des salaires de l'entreprise est plus élevée qu'ailleurs, sauf pour les catégories suivantes: O.S. (en principe il n'y en a pas) P.2, P.3., et qu'elle relèvera ces salaires de 0 à 15 frs de l'heure après examen des cas individuels, d'après les renseignements relevés sur une fiche comprenant une trentaine de questions.

Pour les ouvriers, la lutte demeure sur les revendications premières, et ils restent sur la position de ne plus faire d'heures supplémentaires.

La lutte continue: le lendemain de l'annonce de cette "réponse", la direction par l'intermédiaire des chefs demanda aux électriciens de faire équipe : une équipe de jour aux heures normales et une équipe de nuit. Les gars de l'équipe de nuit devaient quitter leur travail à 12h au lieu de 12h30 et reprendre le soir même à 18h jusqu'au lendemain matin à 6h.

Tout cela, c'était pour faire "rattraper le temps perdu" et livrer dans les délais; les mouvements de grève avaient ralenti la production et les électriciens ne pouvaient tous travailler ensemble dans de bonnes conditions (notamment au cablage d'un panneau qu'il fallait sortir à tout prix).

D'abord les électriciens refusent le travail de nuit sous prétextes divers. Les chefs reviennent alors en proposant de payer les heures de nuit avec une majoration de 100%. Certains acceptent. Discussion. Certains camarades proposent que les ouvriers de l'atelier central se réunissent pour prendre une décision commune. Les délégués acceptent.

Le débrayage a lieu avant la sortie de 12h30. Un délégué CGT prend la parole. Après un bref récapitulatif du mouvement, il donne son point de vue sur la position à prendre en prétendant que les ouvriers électriciens ne peuvent refuser, puisque le patron est en droit de faire travailler par équipe. Ces ont des camarades qui doivent lui faire observer que les équipes doivent être affichées. Mise aux voix : ou continuer la grève, ou reprendre les heures supplémentaires. A l'unanimité les ouvriers votent pour continuer le mouvement.

Les délégués demandent alors aux électriciens ce qu'ils pensent faire. Certains disent qu'ils ne peuvent refuser maintenant qu'on leur a proposé de les payer au tarif majoré. Les délégués ne prennent pas de décision, si ce n'est qu'ils "ne peuvent empêcher des ouvriers de gagner leur vie".

Devant ces positions des délégués, de certains électriciens, l'ensemble des ouvriers reviennent aux heures supplémentaires.

On constate après ce mouvement que la Direction prend des dispositions pour contrecarrer de nouveaux débrayages : transformation des ouvriers de chantiers en ouvriers d'ateliers, ce qui leur permettrait de tenir en suspens une menace de diminution de salaires et aussi de licencier les ouvriers d'atelier jugés "indésirables".

Les choses en sont là.

Annexe: passage d'une lettre reçue par un ouvrier gréviste:

" Lors de la période des congés, vous avez, malgré le planning de vacances, pris un congé plus long que prévu ce qui nous a mis dans l'obligation de vous adresser un avertissement écrit. Dernièrement vous avez quitté l'entreprise sans autorisation et là aussi un avertissement pouvait vous être donné. Enfin, le 30 Novembre, à la dé-
fauche du déjeuner, vous avez quitté votre travail avant l'heure. Autant de fautes que nous considérons comme un motif de licenciement. Néanmoins, compte tenu de votre état physique et de votre état de service pendant la dernière guerre, votre licenciement ne sera pas immédiatement prononcé, mais nous vous informons officiellement que tout autre manquement à la discipline, ou toute autre observation de vos chefs, impliqueraient, sans rémission, votre renvoi immédiat."

GRANDE BRETAGNE

UNE CONFERENCE DES TRAVAILLEURS DE LA BASE: Nous reproduisons ci-après le texte d'un appel en vue d'une conférence de la base qui se tiendra à Londres le 29 Janvier prochain et dont nous avons parlé dans notre précédent numéro.

" Desorganisations syndicales et socialistes et des travailleurs isolés ont pris l'initiative d'une conférence de la base (Rank and File Industrial Conference)...

Pourquoi cette conférence ?

Le but en est de permettre aux travailleurs qui militent de venir discuter leurs problèmes communs.

Dans leurs efforts incessants pour accroître leurs profits, les classes dirigeantes cherchent tous les moyens pour tirer toujours plus de chaque travailleur. Ceci mène à des attaques répétées sur les conditions de travail dans les ateliers et les usines. L'augmentation des salaires a seulement été accordée par les employeurs au prix d'une exploitation accrue et d'un renforcement de la discipline intérieure. Les méthodes de production imposées aux travailleurs, apparaissent comme la plus odieuse des escroqueries et ont réduit les hommes au rôle de simples machines.

Chaque fois que cela les avantage, les employeurs licencient en vue de "rationaliser" la production et en même temps ils se débarrassent des militants. Même si la plupart des travailleurs retrouvent un emploi le fait reste qu'ils soient considérés comme de simples pions, comme des objets de consommation dans le processus de production capitaliste.

Que devient la classe ouvrière dans tout ceci? Les bureaucrates à la tête du mouvement syndical établi, dans le meilleur des cas, agissent seulement comme des négociateurs pour des "compensations" presque des faveurs, quand le patron a décidé de rogner sur "l'arrêt pour le thé", sur le boni, ou même la force de travail. Au pire les syndicats agissent comme les agents des employeurs, pourchassant les militants et aidant les directions à licencier ceux dont ils veulent se débarrasser.

La lutte contre tout ceci peut seulement être menée par les travailleurs eux-mêmes. Beaucoup d'ouvriers déjà refusent d'accepter les licenciements ou les attaques sur leurs conditions de travail comme des situations normales ou saisonnières.

Le développement de monopoles géants donne aux employeurs des ressources financières très concentrées qui doivent affronter les travailleurs en lutte. Les employeurs visent à maintenir un certain niveau de chômage comme moyen d'éviter les demandes d'augmentation et de "discipliner" les travailleurs. Avec leur gouvernement ils tentent d'établir une législation pour rendre "illégales" les grèves sauvages. En même temps le Conseil Général des Trade Unions est engagé actuellement avec le patronat pour constituer un nouveau conseil chargé d'obtenir la paix dans l'industrie."

La nationalisation n'est pas la solution aux problèmes qu'affronte la classe ouvrière. Les plans des patrons et du gouvernement qu'envisagent la dénationalisation de certaines industries (en particulier les chemins de fer) sont une couverture pour camoufler une tentative de régler les salaires et les conditions de travail sur le plan national.

QUE POUVONS-NOUS FAIRE ? Les travailleurs doivent s'unir et poser les bases d'une organisation qui luttera pour défendre leurs intérêts actuels et en agissant ainsi les mettre à même de s'organiser pour gérer eux-mêmes les entreprises. Un mouvement national des travailleurs de la base doit être constitué. Il pourrait :

- 1°) Préparer les bases pour un comité national de liaison.
- 2°) Encourager et assurer la liaison de solidarité entre les différentes industries. La récente grève des dockers a souligné la nécessité non seulement de l'unité des dockers mais aussi celle des dockers et des marins.
- 3°) Donner aux travailleurs toutes facilités d'impression et de tirage de leurs textes.
- 4°) Etablir des listes d'adresses, des moyens de transports, des hauts parleurs, etc... dans tous les principaux centres pour que les travailleurs en lutte se rendant dans d'autres villes, puissent avoir à leur disposition tous moyens (hébergement, transports, argent).
- 5°) Travailler pour un soutien international de grève.
- 6°) Attirer l'attention de tous les travailleurs sur les revendications et les luttes des travailleurs engagés dans une action.

POUR UN MOUVEMENT INDEPENDANT : un tel mouvement doit être libre de tout contrôle politique et libre de tout contrôle des bureaucrates syndicaux.

C'est une dure leçon que tout mouvement de la base contrôlé par les factions politiques ou syndicales soit un mouvement condamné. C'est parce que les politiciens et les bosses syndicales cherchent à utiliser les mouvements de la base dans leur propre intérêt. Pour cette raison ce mouvement doit être indépendant.

Pour lutter pour ses intérêts la classe ouvrière doit bâtir son propre mouvement indépendant. Dans chaque lutte importante, les syndicats officiels et les leaders du Labour Party prennent automatiquement le parti de l'Etat et des patrons contre la classe ouvrière. Les travailleurs ont besoin de leur propre mouvement indépendant pour servir leurs propres besoins. Les bureaucraties des syndicats et du parti travailliste ont besoin de leurs organisations traditionnelles pour servir leurs intérêts"

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE en GRANDE-BRETAGNE.

Les informations que nous donnons doivent permettre aux camarades de se faire une idée de la "crise" de l'automobile et de situer plus exactement les problèmes soulevés par cette crise. Elles viennent de source différentes, ne sont qu'une contribution à une discussion qui doit se poursuivre:

POINT DE VUE PATRONAL. (extraits d'un article paru dans Motor Business-24/10 60- sous le titre "les relations avec le personnel dans l'industrie automobile britannique).

- sur l'importance des grèves: " Le nombre moyen des journées perdues (pour grève) par 1000 ouvriers et par an sur les 5. années (55 à 59) pour toutes les industries a été de 199 tandis que le chiffre correspondant pour l'industrie automobile a été de 366 (86% supérieur...) Pourquoi cette industrie moderne et par ailleurs effi-

ciente a-t-elle une situation tellement supérieure à la moyenne en matière de conflits du travail: "

-Sur les causes des grèves: "... Il serait imprudent de baser des conclusions fermes sur cette répartition, mais ce n'est probablement pas par accident que la seconde raison en tête de la liste est constituée par les débrayages pour "pression", c'est-à-dire des mouvements inconstitutionnels et largement opportunistes pour obtenir des salaires et autres améliorations qui peuvent ou non être justifiées. Ceci donne une importante indication: l'industrie est grande et relativement prospère; elle offre de nombreuses possibilités d'emplois non déplaisants (même pour des personnes qui pourraient ne pas y être disposées autrement) à des taux de salaires et à des conditions favorables. La situation est calculée pour encourager un certain degré d'opportunisme de la part des travailleurs, dont beaucoup ont la mémoire courte ou n'ont pas l'expérience de l'avant-guerre.

Difficultés: de plus, du point de vue technique, le côté fabrication de l'industrie n'est actuellement aucunement organisé pour fournir une résistance automatique à de telles tactiques. Le développement rapide de la mécanisation a eu une influence non seulement sur la conception des machines-outils et les opérations inter-machines (notamment la manutention des matières), mais également sur le montage et sur des opérations comme, par exemple, la peinture. La production "en masse", autonome, est devenue une production "à la chaîne", et plus tard une production "intégrée"; il existe maintenant d'étroites et essentielles relations entre de nombreuses opérations et activités de production précédemment indépendantes.

En bref, c'est là une industrie dans laquelle de petits sujets de mécontentement parmi un nombre relativement petit d'ouvriers peuvent rapidement et facilement déclencher une réaction en chaîne, et ceci pour des raisons purement techniques et non psychologiques.

A part ceci, il existe une théorie avancée par les plus récents sociologues par exemple le professeur R.W. Revons de Manchester et Miss Joan Woodward, suivant laquelle le travailleur de l'industrie devient moins satisfait et par conséquent davantage "enclin aux conflits" dans la mesure dans laquelle il existe des restrictions dans la marge de choix personnel dans laquelle il accomplit son travail. L'automation peut ne pas affecter une majorité de productifs dans une usine d'automobiles; en fait 15% seulement peuvent être affectés à des travaux qui peuvent être classés de cette manière, mais une gamme beaucoup plus large d'opérations et, par conséquent d'exécutants sont "intégrés" avec les fonctions les plus fortement mécanisées. La théorie semblerait être confirmée par l'avènement de troubles dans l'industrie automobile. "

- sur les délégués d'ateliers: "... Dans les fabriques les délégués syndicaux d'ateliers ont une immense activité et des comités mixtes de délégués (de plusieurs syndicats dans des usines individuelles) sont courants, en dépit du fait que ces organismes n'ont pas de statuts constitutionnels dans les syndicats représentés. Ce genre d'organisation est considéré par les officiels à plein temps des syndicats comme sans inconvénients si non toujours utile; mais des tentatives pour former des centres nationaux ou des conférences de délégués d'ateliers sont considérés comme une usurpation des fonctions d'élaboration de la politique syndicale revenant aux syndicats et aux fédérations de syndicats, tandis que des groupes de délégués formés pour servir de liaison entre des comités mixtes de plusieurs usines sous propriété commune; par exemple la B.M.C., sont désapprouvés dans les milieux syndicaux pour le motif qu'ils tendent à

créer confusion et conflits comme résultat du fait qu'ils vont à l'encontre des obligations normales des syndicats - tout à fait en dehors d'implications politiques sous-jacentes qui ne peuvent pas toujours être négligées. La situation dans l'industrie automobile qui a été un centre clef pour des activités irrégulières et subversives de ce genre démontre la validité des vues officielles des syndicats sur cette question.

... Le climat au jour le jour des relations des travailleurs avec l'entreprise est souvent établi par les représentants d'ateliers qui sont en fait enclins à usurper les fonctions de syndicalistes officiels à plein temps.

Les relations de la Ford Motor Company avec les représentants officiels nationaux des syndicats ouvriers ont été conçues pour réduire les pouvoirs des délégués d'ateliers, mais l'organisation conventionnelle dans les établissements fédérés laisse une influence excessive à ce niveau, auquel, les faiblesses humaines mises à part, un degré élevé de négociation et d'autres expériences compétentes ne peut guère être attendu."

- Les solutions patronales: ... Par consentement général, le mécanisme le plus efficace pour traiter des problèmes intérieurs (négociations, conditions de salaires de base seules exceptées) est le Comité Consultatif de Direction chez Vauxhall qui se compose de 21 représentants élus des ouvriers, plus 6 membres de la direction nommés, le directeur général étant président à la fois statutairement et de facto. Cet organisme quasi parlementaire fonctionne maintenant efficacement depuis 20 ans soutenu par des majorités constantes de plus de 80 pour cent des votants autorisés, une situation qui se compare de manière spectaculaire avec le faible niveau d'intérêt normalement rencontré dans la nomination des délégués d'ateliers et des représentants officiels des syndicats ouvriers. "

...." d'une conception datant de l'avant-guerre, ce type de consultation mixte ne serait certainement pas accepté aujourd'hui avec la même largeur d'esprit de la part du monde du travail que ce fut le cas en 1942, avec son accent spécial sur le travail d'équipe du temps de guerre...."

..." Il y a cependant une question plus fondamentale, celle de savoir si un système de paiement suivant les résultats est encore approprié dans une industrie dont les méthodes de fabrication ont tendu de manière aussi significative à " l'automation". Des chaînes transporteuses existent depuis plus d'une génération, mais les machines transferts à stations multiples et d'autres outils semi-automatiques et à auto-réglage ont fortement mis l'accent sur une situation dans laquelle le rendement dépend fréquemment davantage de la machine que de l'ouvrier."

..." Ce serait cependant une super-simplification que de supposer que les conflits du travail seraient anéantis en passant de systèmes inappropriés de paiement suivant les résultats à des taux par temps, plus justement calculés. Le résumé du Groupe de Recherches mentionne, dans sa phrase finale, une "atmosphère de confiance et de compréhension mutuelles entre la direction et les ouvriers", comme facilitant les meilleurs résultats pouvant être obtenus d'un système de paiements suivant les résultats "...

...." L'employé qui est de mauvaise humeur n'est pas dans l'embarras simplement parce que le sujet des systèmes de base des salaires est rayé de l'ordre du jour, comme il l'a été. L'étude des temps, l'amélioration des méthodes, la considération des efforts, les classifications d'emplois, les charges de main-d'oeuvre, la

rétribution des mérites, tous ces facteurs restent des "terrains de culture" pour un conflit si le climat le détermine ainsi. En fait, les conflits concernant ostensiblement les niveaux des salaires, les gains, ou les systèmes de rémunération, sont fréquemment liés en dernière analyse, à un facteur d'organisation du travail de cette nature, et superficiellement seulement à la structure des salaires. ..."

..." Trop de conflits et de grèves se produisent parce que des directeurs individuels ne prêtent pas une oreille suffisamment attentive aux "grondements" avant-coureurs de la part d'éléments modérés; plus tard ils se voient dans l'obligation d'appliquer des palliatifs hâtifs en réponse à des menaces ou à des pressions de la part d'extrémistes qui, de ce fait, acquièrent une notoriété imméritée..."

- situation de l'industrie : (Usine Nouvelle -I/12/60)

- 20% de voitures en moins en octobre 1960 par rapport à Octobre 1959

- 3000 licenciements sur 450.000 ouvriers.

- réduction d'horaires: B.M.C semaine de 4 jours pour 1/3 du personnel
FORD: semaine de 4 jours pour 18.000 ouvriers
à dater du 28/II.

près de 100.000 ouvriers sont affectés par des réductions d'horaires.

LE CONTROLE DES NAISSANCES

A la suite de notre précédent article un camarade nous a fait parvenir le texte ci-après sous le titre : "Après quarante ans d'obscurantisme".

" Quarante ans ont passé depuis le vote de la loi de 1920 interdisant la propagande anti-conceptionnelle comme l'emploi de produits, appareils, etc... qui permettaient au couple la non-procréation suivant des impératifs dictés par leur raison.

" J'emploie ce mot en toute connaissance, car l'homme ayant la faculté de raisonner, faculté refusée par la nature à l'animal, son comportement privé et social, est basé entièrement sur son raisonnement.

" Les religions et les partis politiques n'ont d'autres buts que de le lui ôter.

" Cette loi votée sous la pression de l'Eglise catholique et du grand patronat, était destinée à combler en peu d'années le vide immense creusé dans la masse des travailleurs par la tuerie organisée de 1914-1918.

" Appliquée avec une rigueur implacable à la classe pauvre, cette loi, restrictive de la liberté individuelle ne gênait rien les possédants et leurs fantoches: les politiciens. Bien sûr, certains, peu évolués, peu cultivés, malgré leur fortune, ont connu des drames: un fait divers sanglant le prouve ces jours derniers.

" Mais ce n'est qu'une exception confirmant la règle. L'argent achète tout et la tenue des rénes gouvernementales ouvre toutes les portes en faisant taire toutes les consciences.

"Pendant qu'en France le voile noir de l'obscurantisme s'étendait, les foudres de la loi frappant sans pitié les quelques esprits lucides tentent de le soulever, dans d'autres pays, des hommes et des femmes relevant des disciplines scientifiques, aussi bien que des disciplines philosophiques, oeuvraient à répandre la vérité dans la foule ignorante. Ce n'était pas sans batailler contre les prêtres de certaines obédiences et les exploités de toujours.

"Je n'ai pas vu l'émission d'Etienne Lalou à la T.V. J'en connais les grandes lignes par la lecture du compte rendu donné dans "France-Soir" mais s'il ne m'est pas possible d'apporter une critique valable des avis exprimés par les sommités appelées devant le petit écran et son micro, qu'il me soit permis de m'étonner de la place donnée à l'opinion catholique qui aurait "assoupli son point de vue".

"Vraiment les promoteurs de l'émission sont bien mal informés des volte-faces changement à vue, mensonges par omission, etc...etc.. de l'Eglise catholique.

"C'est très bien de travailler beaucoup dans le présent et un peu dans l'avenir mais quelques connaissances du passé seraient tout de même assez utiles. Comme si l'Eglise lorsqu'elle se sent dépassée ne soutenait pas mordicus qu'elle a toujours été à l'avant garde

"Si le Pape Pie XII a admis une "régulation modérée de la natalité" c'est parce que les catholiques américains, excellents cracheurs au bassinet, sont fortement travaillés par la propagande active des laïques et des catéchumènes des autres boutiques. en oisons qui admettent la nécessité de cette "régulation".

"Ne savent-ils pas eux, qui font le métier d'informer, que lorsqu'il s'agit des siens, l'église admet tout, absolument tout, même ce qu'elle dénonce comme crime et péché mortel.

"Faut-il que ce soit un "boulgum pecus" qui leur apprenne que toutes les femmes ayant subi les "violences" des "mutins" sont passées par l'hôpital de Léopoldville où elles ont été nettoyées, avec curetage obligatoire avant de prendre l'avion.

"Aucune polémique ne peut être admise le fait est là.

"Que vient donc dire ce curé dont la religion a décrété une fois pour toutes que la destruction d'un germe était crime puni par son Dieu...

"Ce qui a été fait à Léopoldville, la loi française le défend et le punit.

"Il est donc fort heureux pour les bonnes soeurs d'avoir été violées au Congo car dans notre "doulce France" elles risquaient fort d'aller aux vêpres avec un poupard tirant plus sur le noir diabolique que sur le blanc virginal...

"Bien sûr des prêtres peuvent individuellement laisser entendre que l'Eglise admettrait quelques subtiles entorses aux dogmes mais, pas plus qu'une hirondelle ne fait le printemps, l'avis d'un simple curé ne change rien à l'interdit.

"La religion catholique combat avec acharnement, dans les pays où elle est reconnue, la liberté de conception; serait ce pour s'y montrer favorable là où elle est interdite.....

De quoi s'occupent les champions du double jeu ? A figurer en bonne place quand sonnera l'heure de la vérité, trompant unefois de plus les ignorants à qui ils finiront par faire accroire avec leur impudence habituelle, que ce sont eux qui ont été à l'avant-garde du progrès.

Nous les dénonçons maintenant en attendant de les flageller avec leurs mensonges une fois de plus. " (Ch. E. BRISSET)

LE REUNION DU 9 DECEMBRE

Cette réunion qui groupait une quarantaine de camarades a été une déception et un enseignement.

Alors que dans notre esprit, elle devait être une réunion de travail autour du bulletin IEO (critique, discussion, collaboration, et diffusion) la discussion a tout de suite porté sur un seul point l'Algérie, et plus particulièrement sur la guerre d'Algérie.

Et sur ce point on a retrouvé l'atmosphère stérile des réunions habituelles d'organisations politiques: certains camarades ne trouvent là qu'une tribune et un public pour recruter des adhérents à leur cause et à leur action, et non pour un travail en commun.

Nous disons par ailleurs ces formes d'action que proposent ces camarades et ce que nous en pensons.

Si nous avons formé le regroupement inter-entreprise, c'est précisément parce que nous en avions assez de telles réunions, où certains contredisent souvent leur propre expérience pour défendre les idées de leur organisation, où les simples travailleurs n'osent pas s'exprimer parce que des "ténors" occupent le devant de la scène, où la glorification d'un activisme primaire fait passer les tâches plus essentielles mais moins spectaculaires pour inutiles.

Nous ferons de telle sorte pour que la prochaine réunion soit une réunion de travail et de contact, que nous pensions faire autour de ce bulletin.

Nous appelons tous les lecteurs de ce bulletin à y participer activement non seulement en assurant sa diffusion, mais surtout en communiquant leurs critiques, leur expérience de travailleurs, les informations de tous ordres touchant les travailleurs dont ils auraient connaissance. Ce qui est le plus important c'est l'établissement de liaisons effectives et la connaissance par chacun d'une réalité qui autrement reste limitée à son milieu de travail.

"L'expérience des communautés de travail a démontré clairement que la propriété collective des moyens de production n'entraînait pas automatiquement une gestion collective, et, bien qu'éliminant le classique conflit de classes au sein de l'entreprise, laissait subsister l'antagonisme entre manuels et intellectuels, entre dirigeants et dirigés". (A.Meister - Les communautés de travail- Ed. Entente Communautaire).

BUREAUCRATIE et CLASSES MOYENNES

Je vais essayer de conclure sur ce sujet de "classes moyennes", après toutes les lectures récentes, dont notamment l'Homme de l'Organisation de Whyte.

Il faut d'abord rappeler que tous ces bouquins, riches de documentation se signalent par la pauvreté de leurs conclusions: défense d'un individualisme impossible, pâle réformisme de bonne volonté, ou même espoir dans le Saint Esprit (BLETOIS) (1), sans toutefois aller jusqu'au crétinisme du gars qui a écrit ce si bon bouquin sur les pays sous-développés. Ça ne vaut donc pas le coup de discuter des conclusions des auteurs. Prenons leurs œuvres comme simple documentation. Que peut-on en tirer?

C'est le PASDERMADJIAN (2) qui donne la clé : dirigeants et exécutants. PACKARD (3) développe en long, en large et en profondeur. Les cadres supérieurs sont à classer avec les technocrates et les capitalistes actifs. Un fossé les sépare des cadres moyens, subalternes, petits bourgeois salariés, ouvriers, (BLETOIS qui s'attache trop au niveau de vie n'a pas nettement vu tout cela, bien qu'il le décrive).

En somme, la bourgeoisie qui s'est fort bien adaptée à la naissance du capitalisme, s'est également fort bien adaptée à l'évolution de celui-ci, jusqu'à cette ultime phase, le Capitalisme d'Etat.

Je me souviens qu'en 1945, après lecture de Managerial Revolution (BURNHAM) (4) j'avais dit: Nouvelle classe? oui, si l'on veut, à cause du critère de propriété, mais surtout mutation de la bourgeoisie en réponse à structures nouvelles imposées à la production par l'évolution des techniques, des Etats, des Impérialismes.

Manifestement dans le monde occidental, c'est bien la haute bourgeoisie capitaliste qui par ses rejets, et cela, grâce à son monopole de l'Enseignement supérieur notamment, a alimenté en technocrates et cadres supérieurs les structures nouvelles accordant à la moyenne et petite bourgeoisie l'accès aux cadres moyens et subalternes. Il y a bien eu quelques fils d'ouvriers et de paysans qui grimpent au cocotier. C'est normal et le besoin d'intelligences tend à élargir la prospection des meilleurs éléments de ces classes pour les coopter. Mais il n'en reste pas moins que ceux qui sont actuellement les dirigeants dans le monde occidental proviennent des dirigeants d'avant. Je répète : mutation plutôt que nouvelle classe. Point besoin d'ailleurs de révolution pour accompagner ce processus.

Que cette mutation de la bourgeoisie rejoigne dans ses résultats l'évolution de la nouvelle société russe, issue d'une révolution suivie d'une contre-révolution il n'y a pas de doute. C'est bien normal puisque il s'agit de part et d'autre de sociétés industrielles. D'où les notions de nouveau type de société, nouvelle classe dirigeante étape (nécessaire, inéluctable) de l'évolution du monde.

(1) Les hommes des temps qui viennent - BLETOIS - Editions Ouvrières.

(2) La deuxième révolution industrielle - PASDERMADJIAN - P.U.F.

(3) Les Obsédés du Standing - Vance Packard

(4) L'Ere des Organisateurs - BURNHAM - C. Lévy.

Tout cela à condition d'oublier que le Capitalisme d'Etat, c'est toujours le capitalisme, c'est-à-dire celui-ci dans une ultime phase. Si on relit les articles de "L'Internationale" c'est intentionnellement que le terme de néo-bourgeoisie avait été employé pour caractériser les cadres de la société russe. Car si les Hollandais ont été un peu trop sommaires en qualifiant la Révolution Russe de Révolution bourgeoise ils n'en avaient pas moins raison sur le fond : Révolution et contre-révolution ont abouti en Russie à ce Capitalisme d'Etat avec une néo-bourgeoisie comme classe dirigeante. Là où il n'y avait pas une bourgeoisie assez nombreuse et expérimentée pour donner naissance aux nouveaux dirigeants, il s'est créé une nouvelle classe apparemment, mais qui résultait de la fusion de militants du prolétariat (Parti essentiellement) de l'Intelligentzia, de la bourgeoisie et surtout des anciens fonctionnaires tzaristes. Par la suite, c'est à une véritable production industrielle de cadres de tous échelons que nous avons assisté, au rythme du développement économique.

Ce qui fut toutefois caractéristique c'est que dès 1935-36, le retour aux critères fondamentaux de la morale bourgeoise était réalisé (Famille, Patrie, Armée, etc.)

Si nous en venons aux exemples plus récents de création de nouveaux "capitalismes d'Etat": Chine et pays sous-développés, on ne peut évidemment plus parler de mutation de la bourgeoisie, à peine même d'une néo-bourgeoisie, du moins apparemment. Cependant la phase où en sont ces pays ressemble étrangement à la phase jacobienne de l'évolution de la bourgeoisie. Donc en résumé : nouvelle classe, oui si l'on veut, mais capitaliste et en fait bourgeoise, et je pense même que tout ce qui se passe dans le monde actuellement (accession des pays sous-développés au processus d'industrialisation) n'est que la phase enfin mondiale de l'extension du système capitaliste sous sa forme, ultime sans doute, de Capitalisme d'Etat.

Du fait de l'existence de deux grands blocs dominants, toutes les nouvelles nations n'auront d'une existence éphémère. Tout cela pour arriver à cette conclusion: Comme il n'y a pas eu de révolution prolétarienne victorieuse réellement, il n'y a pas plus de phase inéluçtable de Capitalisme d'Etat que de beurre en broche, la lutte de classe est toujours présente et la perspective de révolution victorieuse aussi.

En ce qui concerne les "classes moyennes" il ne s'agit de rien d'autre que d'une prolétarianisation de fait d'un tas de catégories anciennes ou nouvelles. On peut, et il le faut, s'intéresser à délimiter tout ce petit monde, toute cette "néo-petite bourgeoisie" mais dans le but de savoir comment les amener à prendre conscience de leur prolétarianisation de fait.

C O R R E S P O N D A N C E

QUI SOUTIENT DE GAULLE ? Le Président de la République a reçu les dirigeants de l'économie... Un dîner de deux cents couverts le jeudi soir (8/12) en l'honneur des personnalités françaises représentant les activités économiques. Le dîner a été suivi d'une réception à laquelle étaient conviés plus de mille invités parmi lesquels tous les membres du Conseil Economique et Social, les présidents et directeurs des banques des compagnies d'assurances et de tous les services publics industriels (Le Monde 9/12/)

Voici ce qu'écrivait un de nos camarades à ce sujet :

" Tout le gratin des technocrates. Tous ceux qui soutiennent DE GAULLE, ou plutôt tous ceux dont le grand Charles est l'homme, le Bonaparte, sont énumérés. J'emploie Bonaparte au sens que les marxistes ont donné au "bonapartisme" DE GAULLE est l'homme de cette néo-haute-bourgeoisie, car il est momentanément celui qui peut arbitrer, au profit de celle-ci, les luttes entre toutes les fractions

Le prolétariat n'est pas dans le coup, et n'est même pas un adversaire dangereux, comme il l'était tout de même davantage pour Hitler.

Car le nazisme est né de nécessités économiques. L'impérialisme allemand dont l'appareil industriel s'était remis en état à neuf, qui par la dévaluation de 1923 s'était débarrassé des dettes ultérieures, qui à la faveur de la crise de 1929-1932 avait proclamé par la voix d'Hindenburg, l'annulation des dettes de guerre et des réparations, cet impérialisme essentiellement industriel et qui avait appliqué en Europe, le premier, les nouvelles méthodes de rationalisation, avait besoin de secouer les structures politiques de Weimar pour jouer son rôle de loup maigre contre les loups gras. Quant à l'évolution du nazisme depuis les subsides de Krupp au tout début jusqu'aux délires de la fin, c'est une autre histoire, comme celle du ministre moustachu, père des peuples.

SUR LA PARTICIPATION AUX LUTTES: "...Je considère que même une position critique basée sur une perspective pessimiste ne doit pas empêcher une participation active à la lutte que mènent les travailleurs, si malpartie soit-elle et même si les objectifs sont cafouilleux (cas de la Hongrie, mélange de nationalisme et de mots d'ordre révolutionnaires).

Pour toute correspondance ou contribution s'adresser à SIMON, 5 Allée du Pavillon - DAMMARE les Lys (Seine et Marne) Cep 6447-77 Paris

CRITIQUE DE LIVRES

Le bouquin d'ORWELL (1) ça rappelle Le voyage au bout de la nuit. La vie merdeuse d'un type merdeux. Mais ORWELL n'a pas le style de CELINE et son livre est un peu ennuyeux. Ses plats demandent à être épicés fortement. Pas seulement un peu relevés. L'humour anglais manque de piquant. Bien sûr, l'intérêt du livre est dans la critique de la société moderne, version anglaise, mais quel septicisme, d'où sans doute l'absence de mordant.

A propos d'humour, j'ai lu le Robert ESCARPIT (2) Il passe parfois de très bons papiers dans Le Monde. Mais son livre déçoit. Humour d'intellectuel, fond de septicisme - du fleuret mouche - ça ne pèse pas lourd; ce n'est ni truculent, ni vraiment vache, ni franchement marrant.

(1) Et vive l'aspidistra - George ORWELL - Gallimard.

(2) Peinture Fraîche - Robert ESCARPIT.

Histoire Générale du Travail - Tome I- Préhistoire et Antiquité (Nouvelle Librairie de France):

Les auteurs, des savants spécialistes pour chaque période historique, ne sont pas précisément des marxistes. Mais ils fournissent une documentation extrêmement riche et à jour. Une comparaison: le bouquin de Whyte (3) et de Packard (4) pour l'Amérique actuelle. A chacun d'y puiser. Avec une bonne boussole le travail est facile. En ce qui concerne cette Histoire du Travail, on sent que les auteurs ont eu au end même un cadre et certains semblent même en être gênés. La conclusion du premier tome de A. MUMFORD est en tout cas vraiment remarquable. C'est presque inutile d'en extraire des citations car c'est l'ensemble qui y passerait.

C'est aussi une bonne base pour reprendre la lecture de Technique et Civilisation de MUMFORD (5).

Pour les camarades qui seraient intéressés par les livres dont nous parlons dans ces critiques, nous pouvons soit les leur prêter, soit les leur procurer (éventuellement avec une réduction assez sensible). Il est bien évident aussi que celui qui n'est pas d'accord avec ces critiques peut donner son avis.

LA FIN d'UNE CARRIERE SYNDICALE & POLITIQUE

GRANDE-BRETAGNE: " Le testament d'Aneurin BEVAN, publié Vendredi à Londres, n'a que douze lignes. Il institue comme légataire universelle Mme Jennie LEE, femme du leader travailliste. La succession est de 23.481 livres sterling (328.734 NF), soit 19.961 livres (279.734 NF) après paiement des droits. (A.F.P.- Monde 28/II/60).

Si BEVAN était resté mineur du Pays de Galles

(3) L'Homme de l'Organisation- William H. WHITE - Plon.

(4) La Persuasion clandestine - Les Obsédés du Standing -Vance PACKARD-
C.Lévy.

(5) Technique et Civilisation -Lewis MUMFORD-Editions du Seuil.